



A leading Provider of Clean Technology and Clean Energy Solutions

Société Anonyme au capital de 62.771.549,50 €

Siège : Zone Artisanale de Cantegrit Est - 40110 Morcenx-la-Nouvelle

R.C.S. MONT DE MARSAN 384 256 095

**PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DES
ACTIONNAIRES DU 27 AVRIL 2020**

L'an deux mille vingt,
Le vingt-sept avril,
A quatorze heures trente,

L'assemblée générale extraordinaire (l'« **Assemblée Générale** ») de la société Europlasma, société anonyme au capital de 62.771.549,50 euros, dont le siège social est situé Zone Artisanale de Cantegrit Est – 40110 Morcenx-la-Nouvelle, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Mont-de-Marsan sous le numéro 384 256 095 (« **Europlasma** » ou la « **Société** ») s'est tenue à huis clos, conformément à la décision du Conseil d'administration de la Société du 20 avril 2020 prise en vertu des articles 4 et suivants de l'ordonnance n° 2020-321 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles de réunion et de délibération des assemblées prise en application de l'article 11 de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, sur deuxième convocation, l'assemblée générale convoquée le vendredi 6 avril 2020 n'ayant pas pu délibérer faute de réunir le quorum requis.

L'Assemblée Générale se tient donc hors la présence physique des actionnaires et de toutes autres personnes ayant le droit d'y assister (en ce compris les commissaires aux comptes).

Les actionnaires de la Société qui en ont fait la demande au préalable peuvent néanmoins suivre l'Assemblée Générale par voie d'audioconférence.

Monsieur Jérôme Garnache-Creullot préside la réunion en sa qualité de Président Directeur Général.

Conformément aux dispositions du décret n° 2020-418 du 10 avril 2020 portant adaptation des règles de réunion et de délibération des assemblées en raison de l'épidémie de covid-19, le Conseil d'Administration a décidé, dans sa séance du 20 avril 2020, de désigner Madame Delphine-Nausicaa Brun et Monsieur Arnaud Derisson, tous deux actionnaires, en qualité de scrutateurs.

Le Président propose ensuite de désigner Monsieur Olivier Pla comme secrétaire.

En raison des circonstances exceptionnelles, le Président constate l'absence des commissaires aux comptes titulaires, la société PRICEWATERHOUSECOOPERS Audit SA et le cabinet DEIXIS.

Aucun actionnaire n'est présent dans la mesure où l'Assemblée Générale est autorisée à se tenir à huis clos. Le Président rappelle que les actionnaires ont pu voter par correspondance ou se faire représenter au moyen d'une procuration donnée en amont de l'Assemblée Générale. En outre, la Société a accepté de recevoir et de traiter, dans la mesure du possible, les questions écrites des actionnaires jusqu'au 24 avril 2020 à 12H00, soit au-delà de la date limite prévue par les dispositions réglementaires.

Le Président donne la parole au secrétaire qui constate, d'après la feuille de présence, que les actionnaires votant par correspondance ou ayant donné pouvoirs, possèdent ensemble à l'ouverture de l'Assemblée Générale 1.531.345.572 des actions ayant droit de vote sur les 6.277.148.950 actions composant le capital social et ayant le droit de vote.

L'Assemblée Générale représentant plus du cinquième des actions ayant le droit de vote est donc régulièrement constituée et peut, en conséquence, valablement délibérer.

Le Président dépose sur le bureau les documents suivants :

- la copie de l'avis de réunion valant avis de convocation paru au Bulletin des annonces légales obligatoires le 2 mars 2020 ;
- la copie de l'avis rectificatif paru au Bulletin des annonces légales obligatoires le 18 mars 2020 ;
- la copie de l'avis de convocation publié dans le journal Sud-Ouest le 13 mars 2020 ;
- la copie de l'avis de seconde convocation paru au Bulletin des annonces légales obligatoires le 15 avril 2020 ;
- la copie de l'avis de seconde convocation publié dans le journal Sud-Ouest du 15 avril 2020 ;
- la copie du communiqué de presse publié par la Société le 20 avril 2020 relatif à la tenue de l'assemblée générale de la Société à huis clos, conformément à l'ordonnance n° 2020-321 du 25 mars 2020 ;
- la copie de la lettre de convocation adressée aux actionnaires détenant leurs actions sous la forme nominative ;
- la copie de la lettre de convocation adressée aux commissaires aux comptes titulaires, la société PRICEWATERHOUSECOOPERS Audit SA et le cabinet DEIXIS, et la copie de l'accusé de réception y afférent ;
- la feuille de présence de l'Assemblée certifiée exacte par le bureau et les pouvoirs des actionnaires représentés ;
- le formulaire de vote par correspondance ;

- le rapport du conseil d'administration sur les projets de résolutions soumis à l'Assemblée Générale ;
- le rapport des commissaires aux comptes sur la réduction de capital ;
- le rapport des commissaires aux comptes sur le regroupement des actions non admises aux négociations sur un marché réglementé ;
- le rapport des commissaires aux comptes sur l'émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de catégories de bénéficiaires ;
- le rapport des commissaires aux comptes sur l'émission d'actions ordinaires ou de diverses valeurs mobilières de la société réservée aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise ;
- le rapport des commissaires aux comptes sur l'autorisation d'attribution d'actions gratuites existantes ou à émettre ;
- un exemplaire des statuts de la Société ; et
- l'ordre du jour et le texte des projets des résolutions qui sont soumises à l'Assemblée Générale.

Afin d'assurer une information appropriée des actionnaires dans ce contexte exceptionnel de crise sanitaire, le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été mis à la disposition des actionnaires ou leur ont été envoyés par voie électronique à leur demande.

Le Président présente ensuite le déroulé de la réunion. Dans une première partie, il sera fait une présentation de la marche des affaires et des opérations envisagées qui visent à permettre au groupe de renouer avec un cours de Bourse plus conforme aux standards du marché et aux attentes des investisseurs. Le Président répondra ensuite aux questions écrites reçues de la part des actionnaires. Enfin, il sera procédé au vote des résolutions.

Présentation de la marche des affaires et des opérations envisagées - Réduction de capital, regroupement d'actions et autorisations financières

Tout d'abord, le Président présente la marche des affaires de la Société.

Il passe ensuite à la présentation des opérations envisagées.

En premier lieu, la Société propose aux actionnaires de donner la faculté au conseil d'administration de réduire le capital social, en une ou plusieurs fois, par voie de réduction de la valeur nominale des actions par imputation sur les pertes antérieures réalisées par la Société telles qu'elles ressortent sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2018 tels qu'approuvés par l'Assemblée

Générale du 20 décembre 2019 en sa première résolution faisant ressortir un résultat déficitaire d'un montant de -74.537.208 euros, étant précisé que ladite assemblée a décidé d'affecter en totalité cette perte au poste « report au nouveau » qui s'est trouvé ainsi porté à un montant de -142.731.302 euros. Cette réduction de capital serait réalisée en une ou plusieurs fois, par voie de réduction de la valeur nominale des actions composant le capital social jusqu'à un montant minimal de 0,0001 euro, étant précisé que la réduction de capital serait imputée sur le compte « report à nouveau ». Immédiatement après l'Assemblée Générale, le conseil d'administration serait réuni afin de constater le nombre définitif d'actions et la réduction de capital en résultant.

En second lieu, la Société propose de procéder à un regroupement d'actions. L'objectif d'un tel regroupement est de réduire la volatilité du cours de l'action, notamment due à sa faible valeur unitaire. Par ailleurs, ce regroupement d'actions vise à restaurer le cours de l'action et devrait permettre à certains investisseurs institutionnels de s'intéresser à la valeur et s'inscrit, en conséquence, dans la stratégie de la Société visant à accroître sa notoriété auprès des investisseurs. Le regroupement d'actions serait réalisé après une réduction de capital de la Société en vertu de l'autorisation conférée dans le cadre de la première résolution soumise à l'Assemblée Générale. Le regroupement serait réalisé par voie d'échange d'actions nouvelles contre les actions anciennes de telle sorte que le nombre d'actions composant le capital social tel qu'existant avant le regroupement ne pourra être supérieur à dix mille (10.000) fois le nombre d'actions composant le capital social tel qu'issu des opérations de regroupement en question. Les modalités du regroupement seront détaillées dans les publications qui seront réalisées par la Société conformément aux obligations législatives et réglementaires. Cette opération serait sans impact sur la valeur globale des titres de la Société détenus en portefeuille par les actionnaires, exception faites des rompus.

Les autres résolutions visent à conférer au Conseil d'administration les pouvoirs nécessaires afin de procéder à des émissions de titres de capital sans droit préférentiel de souscription au bénéfice de certaines catégories d'investisseurs et au bénéfice des salariés du groupe adhérents d'un plan d'épargne entreprise ainsi qu'à procéder à des attributions gratuites d'actions au profit des membres du personnel salarié et/ou des mandataires sociaux du groupe.

Rapports des commissaires aux comptes

Les rapports des commissaires aux comptes concernent l'Assemblée Générale, à savoir :

- le rapport sur la réduction de capital ;
- le rapport sur le regroupement des actions non admises aux négociations sur un marché réglementé ;
- le rapport sur l'émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de catégorie de bénéficiaires ;
- le rapport sur l'émission d'actions ordinaires ou de diverses valeurs mobilières de la société réservée aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise ; et

- le rapport sur l'autorisation d'attribution d'actions gratuites existantes ou à émettre.

Rapport sur la réduction de capital

Ce rapport porte sur la réduction de capital envisagée. Les travaux des commissaires aux comptes ont consisté notamment à vérifier que la réduction de capital envisagée ne ramène pas le montant du capital à des chiffres inférieurs au minimum légal et qu'elle ne peut porter atteinte à l'égalité des actionnaires.

Les commissaires aux comptes n'ont pas d'observation à formuler sur les causes et conditions de cette opération conduisant à réduire le capital de la Société par voie de réduction de la valeur nominale des actions composant le capital social jusqu'à un montant minimal de 0,0001 euro.

Rapport sur le regroupement des actions non admises aux négociations sur un marché réglementé

Ce rapport porte sur le regroupement des actions non admises aux négociations sur un marché réglementé. Les propositions portant notamment sur le prix de négociation des rompus et les engagements relatifs à la négociation ont été formulées par le conseil d'administration de la Société. Les commissaires aux comptes font connaître leur avis sur ces propositions.

Le prix de négociation des actions formant rompus serait égal à la moyenne des cours pondérée par les volumes des vingt dernières séances de bourse précédant le début des opérations de regroupement fixé par l'avis de regroupement publié par la Société au BALO.

La société European High Growth Opportunities Securitization Fund s'engage à servir de contrepartie, tant à l'achat qu'à la vente, des offres portant sur les rompus liés à des actions ou des demandes tendant à compléter le nombre de titres appartenant à chacun des actionnaires titulaires d'actions intéressés, au prix susvisé, pendant la période d'échange susvisée.

Les commissaires aux comptes n'ont pas d'observation à formuler sur les propositions analysées et notamment sur le prix de négociation des rompus proposés et les engagements pris pour l'application de l'article L. 228-29-2 du Code de commerce.

Le rapport sur l'émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de catégorie de bénéficiaires

Ce rapport porte sur l'émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de catégorie de bénéficiaires. Il appartient aux commissaires aux comptes de donner leur avis sur la sincérité des données chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant l'émission.

Les commissaires aux comptes n'ont pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre données dans le rapport du conseil d'administration.

Les conditions définitives dans lesquelles l'émission serait réalisée n'étant pas fixées, les commissaires aux comptes n'expriment pas d'avis sur celles-ci et, par voie de conséquence, sur la suppression du droit préférentiel de souscription qui est faite.

Le rapport sur l'émission d'actions ordinaires ou de diverses valeurs mobilières de la société réservée aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise

Ce rapport porte sur l'émission d'actions ordinaires ou de diverses valeurs mobilières de la société réservée aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise. Les diligences des commissaires aux comptes ont consisté à vérifier le contenu du rapport du conseil d'administration relatif à cette opération et les modalités de détermination du prix d'émission.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions de l'émission qui serait décidée, les commissaires aux comptes n'ont pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre données dans le rapport du conseil d'administration.

Les conditions définitives dans lesquelles l'émission des titres de capital serait réalisée n'étant pas fixées, les commissaires aux comptes n'expriment pas d'avis sur celles-ci et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui est faite.

Le rapport sur l'autorisation d'attribution d'actions gratuites existantes ou à émettre

Ce rapport porte sur l'autorisation d'attribution d'actions gratuites existantes ou à émettre. Les commissaires aux comptes ont vérifié que les modalités envisagées et données dans le rapport du conseil d'administration s'inscrivent dans le cadre des dispositions de la loi.

Les commissaires aux comptes n'ont pas d'observation à formuler sur les informations données dans le rapport du conseil d'administration portant sur l'opération envisagée d'autorisation d'attribution d'actions gratuites.

Questions et réponses

Dans le contexte de l'épidémie de Covid-19, la Société a accepté de recevoir les questions écrites des actionnaires afférentes à cette Assemblée Générale par courrier électronique jusqu'au 24 avril 2020 à 12H00, soit au-delà de la date limite prévue par les dispositions réglementaires.

Le Président indique que des questions écrites ont été adressées par certains actionnaires et communique les réponses comme suit :

- 1) Quel est le poids à date de Zigi dans le Capital d'Eurolasma, et, quel intérêt pour Zigi Capital à se faire diluer de jour en jour et pourquoi continuer ?

A ce jour, la participation de Zigi Capital dans Eurolasma s'élève à 1,33%. Comme déjà indiqué, le financement par émission d'OCABSA est pour le moment la seule source de revenus du Groupe compte tenu de l'arrêt temporaire des unités de production. Pour rappel, ce

programme finance le besoin en fonds de roulement et les investissements nécessaires à la remise en état et à l'amélioration des capacités de production. Certes le mécanisme est dilutif pour l'ensemble des actionnaires, y compris Zigi Capital, mais il évite d'accroître l'endettement du Groupe lequel a fortement diminué à l'aune des négociations entamées pendant la procédure collective.

2) A combien de mois estimez-vous qu'il y aura encore des émissions d'OCABSA avec dilution des actionnaires historiques ?

Le contrat de financement par émission d'OCABSA prévoit le tirage de 15 tranches pour un montant nominal de 30 millions d'euros. Depuis sa mise en œuvre en septembre 2019, la Société a procédé au tirage de 6 tranches. Comme indiqué ci-avant, ce programme indispensable à la mise en œuvre et au respect des engagements prévus au plan de redressement du Groupe présente l'intérêt d'éviter le recours à la dette bancaire dont le coût serait le cas échéant excessivement plus onéreux voire mortifère pour le Groupe.

3) Quels sont les impacts négatifs ou positifs du Covid-19 sur l'activité d'Europlasma ?

Un plan de continuité d'activité a été mis en œuvre. Des mesures ont été mises en place en application des directives données par le gouvernement. Tout en assurant la sécurité des salariés et des intervenants externes, l'activité des différentes unités du Groupe est maintenue en étroite collaboration avec les partenaires, fournisseurs et clients, notamment sur notre site de Morcenx avec la poursuite des chantiers de rénovation de l'usine Inertam, mais également avec le déploiement du télétravail pour les collaborateurs dont les fonctions s'y prêtent et la continuation à distance des travaux relatifs au déploiement en Chine (voir ci-dessous).

4) Combien de personnes sont atteintes par le Covid-19 ?

Si certains collaborateurs ont fait part de symptômes évocateurs de Covid-19, ainsi qu'on peut le constater dans toutes les organisations, le Groupe n'a pas été informé à ce jour de cas avéré de Covid-19.

5) Dans ce contexte, est ce que les démarches de contrats avec la Chine ont été retardées et si oui de combien ?

Les projets avec la Chine se poursuivent. Les réunions de travail ont lieu par visio-conférence et les échanges de documents se font par voie électronique.

6) Est-ce que les clients d'Inertam ont été conservés ? Quelles sont les dates de prévision de reprise de facturation des prestations de services aux clients ?

La Société a mis en œuvre des initiatives, telle que la diffusion mensuelle d'une Newsletter, pour garder le lien avec la clientèle et la tenir informée de l'avancée des travaux sur l'usine. Le redémarrage de l'installation est toujours prévu vers la fin du 1^{er} semestre 2020, de sorte que, malgré la crise sanitaire que nous traversons, les engagements pris devraient être tenus. La réception de nouveaux déchets amiantés pourra débuter après résorption d'une partie du stock d'amiante présent sur le site.

7) Y a-t-il un budget 2020 pour Europlasma et Quel est le prévisionnel de chiffre d'affaires total pour 2020 ?

La réponse à cette question est une information réglementée dont la diffusion sera assurée dans les délais et selon les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

8) Y a-t-il des nouvelles positives ou négatives depuis la dernière AG ?

Sous réserve de l'évolution de la crise sanitaire, le Groupe maintient ses activités et ses objectifs dans un contexte particulièrement exceptionnel. L'ensemble des équipes reste mobilisé et impliqué pour atteindre ces objectifs. Le déploiement en Chine est particulièrement enthousiasmant et le Groupe ne manquera pas de tenir informé le marché des développements.

Le Président précise que les réponses aux questions écrites seront publiées sur le site Internet de la Société dans le compte-rendu de l'Assemblée Générale.

Vote des résolutions

Le Président présente les modalités de vote des résolutions :

- compte tenu des conditions de tenue de l'Assemblée Générale, le vote des résolutions sont uniquement réalisé sur la base des formulaires de vote par correspondance et des pouvoirs reçus préalablement à la présente Assemblée Générale, étant précisé que les mandats avec indication de mandataire parvenus à la Société au plus tard le vendredi 24 avril 2020 ont été acceptés dans les conditions prévus par le décret n°2020-418 du 10 avril 2020 portant adaptation des règles de réunion et de délibération des assemblées et organes dirigeants des personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé en raison de l'épidémie de covid-19 ;
- pour chaque résolution, les actionnaires pouvaient voter « pour », « contre » ou s'abstenir étant précisé que, dans le décompte des voix, l'abstention est assimilée à un vote « contre » ;
- le vote sera effectué résolution par résolution. Après la lecture de chacune des résolutions, le Président annoncera le résultat du vote.

Le Président rappelle que les résolutions de la compétence de l'Assemblée Générale extraordinaire sont à adopter à la majorité des deux tiers des voix présentes ou représentées, soit 1.024.358.604 voix sur les 1.536.537.905 voix présentes ou représentées.

Le Président indique enfin que le quorum définitif s'élève à 24,39%.

PREMIERE RESOLUTION

(Délégation de pouvoirs à conférer au conseil d'administration à l'effet de procéder à une réduction du capital social motivée par des pertes, par voie de réduction de la valeur nominale des actions)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, rappelle que les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2018 tels qu'approuvés par l'Assemblée Générale du 20 décembre 2019 en sa première résolution ont fait ressortir un résultat déficitaire d'un montant de -74.537.208 euros, que ladite assemblée a décidé d'affecter en totalité cette perte au poste « report au nouveau » qui s'est trouvé ainsi porté à un montant de -142.731.302 euros.

Par décision du 3 septembre 2019, le Conseil d'Administration, usant des pouvoirs conférés par l'Assemblée Générale du même jour en sa quatrième résolution, a décidé de réduire le capital social de la Société d'un montant de 38.069.766,63 euros par apurement à due concurrence des pertes cumulées telles qu'elles ressortent du poste « report à nouveau ».

Le report à nouveau au 31 décembre 2019 s'élève désormais à : - 104.661.535 euros.

L'Assemblée Générale autorise en conséquence le Conseil d'Administration à réduire le capital social, en une ou plusieurs fois, par voie de réduction de la valeur nominale des actions composant le capital social à un montant de 0,0001 euro au minimum, étant précisé que la réduction de capital sera imputée sur le compte « report à nouveau » ou sur un compte de réserves indisponibles destiné à l'imputation des pertes futures.

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, à l'effet de :

- constater le nombre d'actions composant le capital et arrêter le montant de la ou des réductions de capital social ainsi autorisées ;
- en conséquence, affecter le montant résultant de la ou des réductions de capital réalisées en vertu de la présente résolution à l'apurement des pertes ;
- constater la réalisation de la ou des réductions de capital et modifier en conséquence les statuts ; et
- accomplir les formalités requises, démarches et déclarations auprès de tous organismes et, d'une manière générale, faire le nécessaire.

La présente délégation de pouvoirs est consentie pour un délai de douze (12) mois à compter de la présente Assemblée Générale.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée :

VOIX POUR : 1.536.476.269

VOIX CONTRE : 58.472

ABSTENTION : 3.164

DEUXIEME RESOLUTION

(Délégation de pouvoirs à conférer au conseil d'administration à l'effet de procéder à un regroupement des actions de la société par échange de titres)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes conformément aux articles L.228-29-1 et suivants du Code de commerce :

1. décide de regrouper les actions composant le capital social de la Société de sorte que le nombre d'actions composant le capital social tel qu'existant avant le regroupement ne pourra être supérieur à dix mille (10.000) fois le nombre d'actions composant le capital social tel qu'issu des opérations de regroupement en question ;
2. autorise à cet effet, le Conseil d'Administration à faire racheter à la Société, le nombre nécessaire de ses propres actions en vue de les annuler, afin que le capital social soit divisé en un nombre entier d'actions divisible par dix mille (10.000) au maximum. Le nombre maximal d'actions que la Société pourra racheter est donc de 9.999 actions ;
3. décide que les opérations de regroupement débuteront à l'issue d'un délai de quinze (15) jours suivants la date de publication de l'avis de regroupement au Bulletin des annonces légales obligatoires (BALO) ;
4. décide que les actionnaires devront procéder aux achats et aux cessions d'actions nécessaires pour réaliser le regroupement dans un délai de trente (30) jours à compter du début des opérations de regroupement ;
5. précise que les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis pour procéder au regroupement précité auront l'obligation, de procéder aux achats ou aux cessions d'action[s] nécessaires pour pouvoir procéder au dit regroupement pendant la période d'échange ;
6. décide que le prix de négociation des actions formant rompus sera égal à la moyenne des cours pondérée par les volumes des vingt (20) dernières séances de bourse précédant le début des opérations de regroupement fixé par l'avis de regroupement publié par la Société au BALO ;
7. approuve la proposition du Conseil d'Administration concernant les engagements de European High Growth Opportunities Securitization Fund de servir de contrepartie, tant à l'achat qu'à la vente, des offres portant sur les rompus liés à des actions ou des demandes tendant à compléter le nombre de titres appartenant à chacun des actionnaires titulaire d'actions intéressés, au prix susvisé, pendant la période d'échange susvisée ;

8. prend acte que pendant la période d'échange susvisée, le droit aux dividendes et le droit de vote relatifs, d'une part, aux actions nouvelles regroupées et, d'autre part, aux actions anciennes avant regroupement, seront proportionnels à leur valeur nominale respective ;
9. prend acte qu'à l'issue de la période de regroupement, les actions non regroupées perdront leur droit de vote et ne seront plus comprises dans le calcul du quorum et leurs droits aux dividendes futurs seront suspendus, étant précisé que les actions regroupées donneront alors droit à une (1) voix chacune ;
10. décide que les actions nouvelles résultant du regroupement présenteront les mêmes caractéristiques et conféreront les mêmes droits que les actions anciennes qu'elles remplaceront ;
11. donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, à l'effet de :
 - mettre en œuvre la présente décision ;
 - fixer la date de début des opérations de regroupement qui interviendra au plus tôt à l'issue d'un délai de quinze (15) jours suivants la date de publication de l'avis de regroupement qui sera publié par la Société au BALO ;
 - fixer la période d'échange dans la limite de trente (30) jours maximum à compter de la date de début des opérations de regroupement fixée par l'avis de regroupement publié au BALO visé ci-dessus ;
 - suspendre le cas échéant, pour une durée n'excédant pas trois (3) mois, l'exercice des valeurs mobilières donnant accès au capital pour faciliter les opérations de regroupement ;
 - ajuster le cas échéant, afin de tenir compte du regroupement d'actions et de la nouvelle valeur nominale des actions, les plafonds et/ou seuils figurant dans les différentes délégations et autorisations consenties au Conseil d'Administration par décision de l'assemblée générale des actionnaires ;
 - procéder, en conséquence du regroupement d'actions, à tous ajustements des droits des bénéficiaires de valeurs mobilières donnant accès au capital conformément aux dispositions légales et réglementaires ainsi qu'aux stipulations contractuelles applicables ;
 - constater et arrêter le nombre exact des actions anciennes qui seront regroupées et le nombre exact d'actions nouvelles susceptibles de résulter du regroupement avant le début des opérations de regroupement ;
 - constater la réalisation du regroupement et procéder en conséquence à la modification des statuts ;
 - publier tout avis et procéder à toutes formalités prévues par la loi ; et

- plus généralement, faire tout ce qui sera utile ou nécessaire en vue de la réalisation du regroupement d'actions dans les conditions prévues par la présente résolution et conformément à la réglementation applicable.

La présente délégation est consentie pour une durée de douze (12) mois à compter de la présente assemblée.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée :

VOIX POUR : 1.536.475.579

VOIX CONTRE : 59.162

ABSTENTION : 3.164

TROISIEME RESOLUTION

(Délégation de compétence à conférer au conseil d'administration à l'effet de décider de l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, au profit de catégorie de bénéficiaires)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, et du rapport spécial des commissaires aux comptes, et constaté la libération intégrale du capital social, statuant conformément aux dispositions des articles L 225-129 et suivants du Code de Commerce et notamment des articles L. 225-129-2, L 225-135, et L. 225-138, L228-92 et L 228-93 dudit Code de Commerce :

1. délègue au Conseil d'Administration sa compétence, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour décider l'émission, au profit des catégories de bénéficiaires définies ci-dessous, en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, en France qu'à l'étranger, en euros, monnaies étrangères ou unités de compte fixées par référence à plusieurs monnaies, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, (i) d'actions ordinaires, ou (ii) de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès, immédiatement ou à terme, à d'autres titres de capital de la Société ou d'une société dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, ou donnant droit, immédiatement ou à terme, à l'attribution de titres de créances, ou (iii) de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à des titres de capital à émettre de la Société ou d'une société dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital dont la souscription pourra être opérée en numéraire, notamment par compensation avec des créances liquides et exigibles ;

2. décide que sont expressément exclues de la présente délégation de compétence les émissions d'actions de préférence et de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des actions de préférence ;
3. décide que le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en vertu de la présente délégation, sera de cinquante millions (50.000.000) d'euros, étant précisé que :
 - le montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation ne s'imputera pas sur le plafond nominal global fixé à la sixième résolution de l'Assemblée Générale extraordinaire du 3 septembre 2019 ;
 - à ce plafond s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal supplémentaire des actions ordinaires à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux éventuelles stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres cas d'ajustement, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou d'autres droits donnant accès au capital de la Société ;
4. décide que le montant nominal des titres de créance susceptibles d'être émis en application de la présente délégation de compétence ne pourra excéder cent millions (100.000.000) d'euros ou la contre-valeur en euros de ce montant à la date de la décision d'émission, étant précisé que :
 - ce montant ne s'imputera pas sur le plafond nominal global fixé à la sixième résolution de l'Assemblée Générale extraordinaire du 3 septembre 2019 ;
 - ce plafond ne s'applique pas aux titres de créance dont l'émission serait décidée ou autorisée par le Conseil d'administration conformément à l'article L.228-40 du Code de commerce ni aux autres titres de créance visés aux articles L.228-92 dernier alinéa, L.228-93 dernier alinéa et L.228-94 dernier alinéa du Code de commerce ; et
 - ce plafond sera majoré, le cas échéant, de toute prime de remboursement au-dessus du pair ;
5. décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux titres susceptibles d'être émis en application de la présente résolution, au profit de catégories de bénéficiaires des catégories de bénéficiaires suivantes :
 - les sociétés industrielles ou commerciales du secteur des énergies renouvelables ou sociétés d'investissement et fonds d'investissement de droit français ou de droit étranger investissant dans le secteur des énergies renouvelables ;
 - des sociétés d'investissement, fonds d'investissement ou fonds gestionnaires d'épargne collective français ou étrangers qui peuvent investir dans les sociétés françaises cotées sur le marché Euronext Growth d'Euronext Paris ;
 - des créanciers détenant des créances liquides et exigibles sur la société et ayant exprimé leur souhait de voir leur créance convertie en titres de la société et pour lesquels le Conseil d'Administration jugerait opportun de compenser leur créance avec des titres de la Société ;

6. décide que le Conseil d'Administration fixera la liste précise des bénéficiaires de cette ou ces augmentations de capital et/ou émissions de valeurs mobilières réservées au sein de cette ou ces catégories de personnes et le nombre de titres à attribuer à chacun d'eux ;
7. prend acte que la présente délégation emporte de plein droit renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital de la Société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation donnent droit ;
8. prend acte du fait que si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité de l'émission, le Conseil pourra limiter le montant de l'opération au montant des souscriptions reçues sous la condition que celui-ci atteigne, au moins, les trois-quarts de l'émission décidée ;
9. prend acte du fait que :
 - le prix d'émission des actions émises directement sera au moins égal à 75 % de la moyenne pondérée par les volumes des cours des cinq dernières séances de bourse sur le marché Euronext Growth d'Euronext Paris précédant la fixation du prix de souscription de l'augmentation de capital ;
 - le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital et le nombre d'actions auquel la conversion, le remboursement ou généralement la transformation, de chaque valeur mobilière donnant accès au capital pourra donner droit seront tels que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par elle, soit, pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix de souscription minimum défini à l'alinéa précédent ;
10. décide que le Conseil d'Administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation et, notamment, à l'effet de :
 - décider le montant, la date et les modalités des émissions, fixer le prix d'émission ainsi que le montant de la prime qui pourra, le cas échéant, être demandée à l'émission ;
 - déterminer les caractéristiques des valeurs mobilières à émettre ; décider en outre, dans le cas d'obligations ou d'autres titres de créances donnant accès au capital de la Société et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, de leur caractère subordonné ou non (et, le cas échéant, de leur rang de subordination conformément aux dispositions de l'article L. 228-97 du Code de commerce), fixer leur taux d'intérêt (notamment intérêt à taux fixe ou variable ou à coupon zéro ou indexé) et les modalités de paiement des intérêts (notamment en numéraire ou en actions nouvelles), leur durée (déterminée ou indéterminée) ainsi que les autres modalités de l'émission (y compris le fait de leur conférer des garanties ou des sûretés) et d'amortissement ; ces titres pourraient être assortis de bons donnant droit à l'attribution, à l'acquisition ou à la souscription d'obligations ou d'autres valeurs mobilières représentatives de créances ou prendre la forme d'obligations complexes au sens entendu par les autorités boursières ; modifier, pendant la durée de vie des titres concernés, les modalités visées ci-dessus, dans le respect des formalités applicables ;

- déterminer le mode de libération des actions ordinaires ou des valeurs mobilières à émettre ;
 - fixer, s’il y a lieu, les modalités d’exercice des droits (le cas échéant, des droits à conversion, échange, remboursement, y compris par remise d’actifs de la Société tels que des actions auto-détenues ou des valeurs mobilières déjà émises par la Société) attachés aux titres donnant accès au capital à émettre et, notamment, arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance, ainsi que toutes autres conditions et modalités de réalisation de l’augmentation de capital ;
 - prévoir la faculté de suspendre éventuellement l’exercice des droits attachés aux titres émis en conformité avec les dispositions légales et réglementaires pendant un délai maximum de trois (3) mois ;
 - fixer et procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l’incidence d’opérations sur le capital de la Société, notamment en cas de modification du nominal de l’action, d’augmentation de capital par incorporation de réserves, d’attribution gratuite d’actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d’amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres, et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ;
 - à sa seule initiative, imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation de capital ;
 - recueillir les souscriptions et les versements correspondants, constater la réalisation de chaque augmentation de capital et procéder aux modifications corrélatives des statuts ; et
 - prendre toutes mesures utiles et conclure tous accords à l’effet de mettre en œuvre la présente délégation, en particulier en vue de la bonne fin des émissions envisagées et en constater la réalisation et procéder à la modification corrélative des statuts, ainsi que pour procéder à toutes formalités et déclarations utiles à l’émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu’à l’exercice des droits qui y sont attachés et requérir toutes autorisations qui s’avèreraient nécessaires à la réalisation et à la bonne fin de ces émissions ;
11. prend acte que les modalités définitives des opérations réalisées en vertu de la présente délégation feront l’objet d’un rapport complémentaire, conforme aux prescriptions des articles L. 225-129-5 et R. 225-116 du Code de commerce, que le Conseil d’administration établira au moment où il fera usage de la présente délégation de compétence qui lui est conférée par la présente assemblée générale ;

La présente délégation est valable pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de la présente Assemblée Générale et prive d’effet toute délégation antérieure ayant le même objet, à hauteur de la partie non utilisée de cette délégation.

Cette résolution, mise aux voix, est rejetée :

VOIX POUR : 123.545.955

VOIX CONTRE : 1.412.991.950

ABSTENTION : 0

QUATRIEME RESOLUTION

(Délégation de compétence à conférer au conseil d'administration à l'effet de décider de l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, au profit des adhérents a un plan d'épargne entreprise)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, et après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, et statuant conformément, d'une part, aux dispositions des articles L.225-129-2, L.225-129-6 et L.225-138-1 du Code de commerce et, d'autre part, aux dispositions des articles L.3332-1 et suivants du Code du travail :

1. délègue au Conseil d'Administration, en application des dispositions des articles L.225-129 et L.225-129-2, sa compétence en vue, conformément aux dispositions de l'article L.225-129-6 du Code de commerce, de décider lors des augmentations de capital par apport qui seront décidées en application des délégations de compétence ci-dessus, et ce en une ou plusieurs fois, d'augmenter le capital social, sur ses seules décisions, aux époques et selon les modalités qu'il déterminera, par émission (i) d'actions ordinaires, ou (ii) de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès, immédiatement ou à terme, à d'autres titres de capital de la Société ou donnant droit, immédiatement ou à terme, à l'attribution de titres de créances, ou (iii) de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre de la Société réservés aux adhérents à un ou plusieurs plans d'épargne entreprise ou de groupe établi en commun par la Société et les entreprises qui lui sont liées dans les conditions de l'article L.225-180 du Code de commerce et de l'article L.3344-1 du Code du travail;
2. décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux titres à émettre en application de la présente autorisation en faveur des bénéficiaires définis au premier paragraphe ci-dessus ;
3. prend acte que la présente délégation emporte de plein droit renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital de la Société auxquels les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation donnent droit ;
4. décide que le prix de souscription des actions émises en vertu de la présente délégation qui conféreront les mêmes droits que les actions anciennes de même catégorie, sera fixé par le Conseil d'Administration dans des conditions prévues par les dispositions de l'article L.3332-19 et suivants du Code du travail;

5. décide que l'augmentation du capital en application de la présente résolution ne pourra excéder 5 % du capital social tel que constaté au moment de l'émission, et que le montant nominal d'augmentation de capital immédiat ou à terme résultant de l'ensemble des émissions d'actions, de titres de capital ou valeurs mobilières diverses réalisées en vertu de la délégation donnée au Conseil d'Administration par la présente résolution ne pourra excéder un million (1.000.000) d'euros, étant précisé que :
 - ce plafond s'imputera sur le plafond global prévu pour les émissions de titre de capital ou de créances de vingt-cinq millions (25.000.000) d'euros fixé à la sixième résolution de l'Assemblée Générale extraordinaire du 3 septembre 2019 ;
 - ce plafond est fixé compte non tenu des conséquences sur le montant du capital des ajustements susceptibles d'être opérés, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en suite de l'émission des titres ou valeurs mobilières donnant accès à terme au capital ;
6. décide que, dans le cas où les bénéficiaires définis au premier paragraphe ci-dessus n'auraient pas souscrit dans le délai imparti la totalité de l'augmentation de capital, celle-ci ne serait réalisée qu'à concurrence du montant des actions souscrites, les actions non souscrites pouvant être proposées à nouveau auxdits bénéficiaires dans le cadre d'une augmentation ultérieure ;
7. décide de conférer tous pouvoirs au Conseil d'Administration pour mettre en œuvre la présente délégation, et à cet effet :
 - fixer les conditions d'ancienneté exigées pour participer à l'opération, dans les limites légales, et le cas échéant, le nombre maximal d'actions pouvant être souscrites par salarié ;
 - fixer le nombre d'actions nouvelles à émettre et leur date de jouissance ;
 - fixer, dans les limites légales, le prix d'émission des actions nouvelles ainsi que les délais accordés aux salariés pour l'exercice de leurs droits ;
 - fixer les délais et modalités de libérations des actions nouvelles ;
 - constater la réalisation de la ou des augmentations de capital et procéder aux modifications corrélatives des statuts ;
 - procéder à toutes les opérations et formalités rendues nécessaires pour la réalisation de la ou des augmentations de capital ;
8. décide que la présente délégation annule toute résolution antérieure de même nature ;

La présente délégation est consentie pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente Assemblée Générale.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée :

VOIX POUR : 1.536.470.429

VOIX CONTRE : 67.476

ABSTENTION : 0

CINQUIEME RESOLUTION

(Délégation de compétence à conférer au conseil d'administration à l'effet d'attribuer gratuitement des actions aux membres du personnel salariés et/ou aux mandataires sociaux de la société et de ses filiales)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, et après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, statuant conformément aux dispositions des articles L.225-129 et suivants et L.225-197-1 et suivants du Code de commerce :

1. autorise le Conseil d'Administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la loi, à procéder, en une ou plusieurs fois, à des attributions gratuites d'actions existantes et/ou à émettre de la Société au profit des membres du personnel salarié et/ ou des mandataires sociaux de la Société et/ ou des sociétés ou groupements qui lui sont liés, directement ou indirectement, dans les conditions de l'article L.225-197-2 du Code de commerce, ou de certaines catégories d'entre eux ;
2. décide que le Conseil d'Administration déterminera l'identité des bénéficiaires des attributions et le nombre d'actions attribuées à chacun d'eux, les conditions d'attribution et, le cas échéant, les critères d'attribution des actions, dans le respect des dispositions légales en vigueur à la date de décision du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration devra assujettir l'attribution des actions à une condition de présence ;
3. décide que le nombre d'actions pouvant être attribuées gratuitement au titre de la présente autorisation ne pourra excéder 10 % du capital social de la Société sur une période de 38 mois apprécié au jour de la décision d'attribution par le Conseil d'Administration, étant précisé que :
 - ce plafond est fixé sans tenir compte des ajustements législatifs, réglementaires, et le cas échéant contractuels, nécessaires à la sauvegarde des droits des bénéficiaires ; et
 - le nombre total des actions attribuées gratuitement ne peut excéder 10 % du capital social à la date de la décision de leur attribution par le Conseil d'Administration étant précisé que, conformément à l'article L.225-197-1 du Code de commerce, ne sont pas prises en compte dans ce pourcentage les actions qui n'ont pas été définitivement attribuées au terme de la période d'acquisition prévue au paragraphe 4 ci-dessous ainsi que les actions qui ne sont plus soumises à l'obligation de conservation arrêtée par le Conseil d'administration, le cas échéant ;

Ce plafond de 10 % du capital de la Société inclura, le cas échéant, les actions qui seront attribuées aux mandataires sociaux de la Société, étant précisé que ces attributions ne pourront excéder 10 % des attributions effectuées en vertu de la présente autorisation ;

4. Décide que l'attribution des actions à leurs bénéficiaires ne sera définitive qu'au terme d'une période d'acquisition, dont la durée minimale est fixée à un (1) an. Pendant cette période, les bénéficiaires ne seront pas titulaires des actions qui leur auront été attribuées et les droits résultant de cette attribution seront incessibles. En outre, les bénéficiaires pourront être soumis à une période de conservation courant à compter de l'attribution définitive des actions, étant précisé que la durée cumulée des périodes d'acquisition et de conservation ne pourra pas être inférieure à deux (2) ans ;
5. Décide que l'attribution définitive pourra avoir lieu avant le terme de la période d'acquisition en cas d'invalidité du bénéficiaire correspondant au classement dans la deuxième et la troisième des catégories prévues à l'article L. 341-4 du Code de la sécurité sociale et que les actions seront librement cessibles immédiatement ;
6. autorise le Conseil d'administration à procéder, le cas échéant, pendant la période d'acquisition, aux ajustements du nombre d'actions attribuées en fonction des éventuelles opérations sur le capital de la Société de manière à préserver les droits des bénéficiaires ;
7. autorise le Conseil d'administration, en cas d'attribution gratuite d'actions à émettre, à réaliser une ou plusieurs augmentation(s) de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission au profit des bénéficiaires desdites actions et prend acte que la présente autorisation emporte, de plein droit, renonciation corrélative des actionnaires au profit des attributaires à leur droit préférentiel de souscription auxdites actions et à la partie des réserves, bénéfices et primes ainsi incorporées, opération pour laquelle le Conseil d'administration bénéficie d'une délégation de compétence conformément à l'article L.225-129-2 du Code de commerce ;
8. Délègue tous pouvoirs sont conférés au Conseil d'Administration, avec faculté de délégation dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation, à l'effet notamment de :
 - déterminer si les actions attribuées gratuitement sont des actions à émettre ou des actions existantes ;
 - déterminer l'identité des bénéficiaires ainsi que le nombre d'actions attribuées à chacun d'eux ;
 - fixer, dans les conditions et limites légales, les dates auxquelles il sera procédé aux attributions gratuites d'actions ;
 - fixer les conditions et, le cas échéant, les critères d'attribution des actions, en particulier la période d'acquisition des actions ainsi attribuées, dans le respect de la durée minimale fixée par l'Assemblée Générale ;
 - déterminer les incidences sur les droits des bénéficiaires, des opérations modifiant le capital ou susceptibles d'affecter la valeur des actions attribuées et réalisées pendant les périodes d'acquisition et, en conséquence, modifier ou ajuster, si nécessaire, le nombre des actions attribuées pour préserver les droits des bénéficiaires ;

- et, plus généralement, de conclure tous accords, établir tous documents, constater les augmentations de capital résultant des attributions définitives, modifier corrélativement les statuts, effectuer toutes formalités et toutes déclarations auprès de tous organismes que la mise en œuvre de la présente autorisation rendra nécessaire ;

La présente délégation est consentie pour une durée de trente-huit (38) mois à compter de la présente Assemblée Générale et prive d'effet toute autorisation antérieure ayant le même objet.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée :

VOIX POUR : 1.536.394.147

VOIX CONTRE : 143.758

ABSTENTION : 0

SIXIEME RESOLUTION

(Pouvoirs pour les formalités)

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'un exemplaire, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes les formalités de dépôt et de publicité requises par la loi.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée :

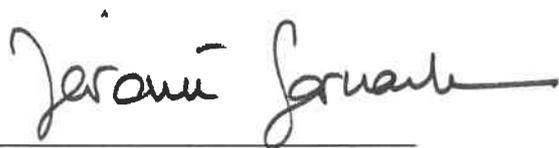
VOIX POUR : 1.536.471.933

VOIX CONTRE : 65.972

ABSTENTION : 0

L'ordre du jour étant épuisé, le Président remercie les membres du bureau ainsi que les actionnaires ayant suivi la présente Assemblée Générale par voie d'audioconférence et déclare la séance levée à 15h40.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé, après lecture, par les membres du bureau.



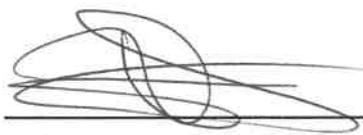
Le Président

Monsieur Jérôme Garnache-Creuillot



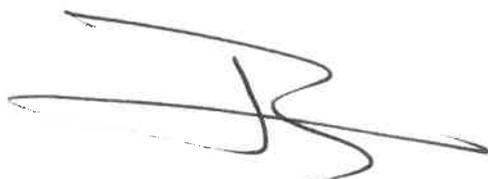
Le Scrutateur

Madame Delphine-Nausicaa Brun



Le Scrutateur

Monsieur Arnaud Derisson



Le Secrétaire

Monsieur Olivier Pla